TL 881

TIMOR ORIENTAL

Négation du droit à l'autodétermination mère de toutes les autres violations.

Le Timor Oriental occupe la plus grande partie de l'île de Timor, située au nord de l'Australie. L'autre partie de l'île constitue une province de l'Indonésie. La division, héritée de royaumes pré-coloniaux a été accentuée par la colonisation, hollandaise à l'ouest, portugaise à l'est.

Lorsque l'Indonésie conquit son indépendance, après la deuxième guerre mondiale, ses dirigeants affirmèrent à plusieurs reprises devant les Nations-Unies qu'ils n'avaient aucune revendication sur le Timor Oriental.

La chute de la dictature au Portugal en avril 1974 fut accompagnée de la décolonisation de tous ses territoires coloniaux. La transition, longtemps retardée, ne fut pas pacifique, pas plus à Timor que dans les territoires africains d'Angola ou du Mozambique. L'Indonésie en profita pour envahir militairement le Timor Oriental et l'annexer. Elle avait pour cela l'accord des USA et au moins une certaine complaisance de l'Australie et de la Grande-Bretagne.

ONU - manque de volonté politique.

L'ONU suivait et encourageait les efforts du Portugal en vue de l'autodétermination de sa colonie. Après l'invasion indonésienne le Conseil de Sécurité adopta à l'unanimité une résolution demandant le retrait immédiat des Forces Armées indonésiennes mais l'Indonésie n'en eût cure, pas plus que d'une seconde résolution votée quelques mois plus tard; et le Conseil de Sécurité 'oublia' la question.

De 1975 à 1981 l'Assemblée Générale des Nations-Unies adopta tous les ans des résolutions condamnant l'Indonésie, mais sans résultat pratique. Le silence sur ce qui se passait dans le territoire, isolé du reste du monde, et un lobby indonésien actif: économique auprès des pays industriels, religieux dans les pays musulmans et idéologique auprès des Non-Alignés, semblaient conduire lentement à une acceptation internationale du fait accompli. Il était indispensable de replacer la question au niveau des principes, c'est ce que fit la résolution présentée en 1982: elle s'abstenait de condamner l'Indonésie et demandait au Secrétaire Général de promouvoir des contacts avec toutes les parties intéressées.

Depuis lors l'Indonésie et le Portugal, tous deux craignant de perdre un nouveau vote sur la question, maintiennent des contacts sous les auspices du Secrétaire Général, sans avancer d'un pas sur le fond du problème. L'Indonésie n'accepte même pas que les timorais soient associés à ces pourparlers.

Au Comité de Décolonisation de l'ONU le Timor Oriental figure toujours comme territoire colonial non-autonome car les Nations-Unies ont rejeté l'acte d'autodétermination mis en scène par le Gouvernement de Djakarta en 1976, au cours duquel 37 timorais choisis par l'Indonésie ont demandé l'intégration dans l'Indonésie.

Le Portugal est en conséquence encore reconnu comme Puissance Administrante légitime du Timor Oriental, et à ce titre il vient de déposer une plainte contre l'Australie devant le Tribunal International de Justice de La Haye, pour contester l'accord passé entre ce pays et l'Indonésie pour l'exploitation du pétrole dans les eaux territoriales de Timor. Les autorités portugaises ont maintes fois répété qu'elles n'ont aucune espèce de revendication pour leur pays, mais exigent l'application du droit du peuple timorais à l'autodétermination et respecteront sa décision quelle qu'elle soit.

Tant à la Sous-Commission qu'à la Commission des Droits de l'Homme, accompagnant les violations sans cesse renouvelées, le thème de Timor revient tous les ans. Les résolutions élaborées et votées par les experts de la Sous-Commission sont assumées par la Commission lorsque celle-ci adopte le rapport de la Sous-Commission, mais la volonté politique des États ne va pas plus loin. L'Indonésie peut ainsi reprendre "une fois, deux fois, trois fois" son oeuvre de Génocide commencée il y a quinze ans.

Génocide, dit l'Église catholique.

Les 700.000 habitants que comptait le Timor Oriental avant l'invasion, ont été réduits à près de moitié jusqu'en 1981. Aussi bien les religieux du Timor Oriental dans une lettre aux religieux d'Indonésie (31 juillet 1981) que le clergé du diocèse dans une note du Conseil Presbytéral (1er janvier 1985), estiment que 300.000 timorais ont été tués par les occupants ou sont morts des conséquences de l'occupation. 200.000 selon Amnesty International.

"Nous mourons comme Peuple et comme Nation" a écrit l'évêque du Timor Oriental, Mgr Belo, au Secrétaire Général de l'ONU le 6 février 1989, demandant que les Nations-Unies organisent un référendum pour connaître la volonté des timorais: **"ce sont les indonésiens qui disent que nous avons choisi l'intégration, les timorais n'ont jamais dit cela".**

Visite du Pape le 12 octobre 1989.

La fin de la messe célébrée par Jean Paul II a été marquée par une manifestation pro-indépendance. L'écho que la presse internationale lui a donné a annulé les bénéfices que le Gouvernement de Djakarta attendait de cette visite pour la reconnaissance internationale de l'intégration.

L'Indonésie voulut profiter de l'occasion pour 'mettre au pas' l'Église de Timor qui avait de diverses façons manifesté sa crainte que la visite du Pape serve la politique d'intégration de Djakarta. Accuser des prêtres d'avoir été les organisateurs directs de la manifestation était d'autant plus tentant que celle-ci avait commencé dans un secteur réservé aux élèves d'une école tenue par des missionnaires salésiens. Ces missionnaires ont écrit aux autorités indonésiennes pour protester contre les accusations qui leurs étaient faites et réaffirmer leur volonté de coopération; ils protestent néanmoins contre la torture à laquelle ont été soumis leurs élèves pour accuser les responsables de l'école, et l'obligation faite à ces jeunes-gens de simuler une manifestation devant les caméras, dans le but probable de constituer des 'preuves'.

Quelques dizaines de jeunes-gens qui ont échappé aux rafles à l'issue de la messe se sont réfugiés chez l'évêque, Mgr Belo. Les menaces de représailles atteignirent l'évêque lui-même, ce qui provoqua une nouvelle manifestation brutalement réprimée par l'armée indonésienne, le 4 novembre. Le 5 novembre, les 38 jeunes-gens réfugiés

chez l'évêque acceptèrent de sortir après avoir reçu du Gouverneur et du Commandant militaire la promesse qu'ils seraient relâchés après un court interrogatoire. L'un d'eux, Donaciano Gomes, qui a pu quitter Timor, vient d'affirmer devant la Commission des Droits de l'Homme à Genève que lui-même et plusieurs de ses compagnons ont été torturés après avoir quitté la résidence de l'évêque et détenus pendant 3 mois. Ils étaient encore en prison le 17 janvier lorsque l'ambassadeur des USA visita Dili.

Ambassadeur témoin de la répression.

C'est sous la pression des Congressistes américains choqués par la répression qui avait suivi la visite du Pape que l'ambassadeur des États-Unis à Djakarta, John Monjo, visita Timor pour aborder cette question avec les autorités. Les étudiants timorais décidèrent de l'informer eux-mêmes sur ce qui s'était passé. Ils organisèrent dans ce but une manifestation surprise devant l'hôtel Turismo où Monjo était hébergé et parvinrent à dialoguer avec lui. À peine John Monjo avait-il tourné le dos que les militaires indonésiens revenaient à leurs méthodes habituelles, et l'ambassadeur se trouva dans l'obligation de protester et de visiter quelques blessés à l'hôpital.

Contraintes à faire marche arrière, les autorités indonésiennes reconnurent qu'il y avait eu des abus de la part des soldats, et promirent que cela ne se reproduirait plus. Le premier effet de ces promesses fut de produire des manifestations beaucoup plus importantes les jours suivants (18 et 19). Il n'y eut pas ce répression ces jours là, mais après le départ de l'ambassadeur les arrestations recommencèrent.

"Nous les écraserons tous..."

le 3 février, le Ministre de la Défense Indonésien, le général Benny Murdani, s'adressait à 400 personnalités timoraises, en majorité des fonctionnaires de l'administration indonésienne, déclarant:

"Ne proclamez pas 'je suis un patriote timorais' parce qu'il n'y a pas de patriotes timorais. Il y a seulement des patriotes indonésiens. (...) Si vous essayez d'organiser votre propre État et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI *(les Forces Armées indonésiennes)*. **ABRI peut échouer une fois mais il recommencera une deuxième fois, et une troisième fois.(...) Il y a déjà eu des rébellions plus importantes... Nous les écraserons tous, je répète nous les écraserons tous".**

Parlant devant des timorais le général-ministre n'avait pas besoin de tenir le langage habituellement tenu devant les étrangers sur la volonté du peuple timorais d'appartenir à l'Indonésie. Ce qu'il n'attendait certainement pas c'est qu'un enregistrement de ce discours parvienne à sortir du Timor Oriental.

'Overdose' de militaires.

En avril les autorités indonésiennes annulèrent un séminaire sur le "développement rural au Timor Oriental" organisé par la Banque Centrale d'Indonésie et le Cabinet du Plan pour le Développement. Le séminaire devait analyser un rapport de l'Université Gajah Mada, l'une des plus prestigieuses universités indonésiennes, dont une équipe de chercheurs avait travaillé au Timor Oriental.

Le rapport souligne que **"le progrès matériel a échoué dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et politiques résultants du processus d'intégration qui a causé de lourdes pertes humaines".**

"Bien que le Gouvernement indonésien considère que l'intégration a résolu le problème de la décolonisation, les timorais ne pensent pas la même chose" dit encore le rapport. **"Ils n'acceptent pas les déclarations officielles qui présentent l'ère coloniale portugaise comme celle de l'obscurantisme, tandis que l'ère indonésienne serait celle des lumières".**

Les problèmes sont multiples; le rapport de l'université Gajah Mada souligne particulièrement celui des **'nouveaux-venus'**, les familles indonésiennes qui s'installent au Timor Oriental et occupent tous les emplois, parce que les chefs de service sont des indonésiens et font appel à des indonésiens; et celui de la présence militaire dont le Timor Oriental souffre d'une **'overdose'**.

Sans mettre directement en cause l'annexation du Timor Oriental par leur pays, les universitaires suggèrent un changement complet d'attitude: **"Les approches caduques, essentiellement militaires, doivent être dépassées parce que, outre qu'elles sont inefficaces, elles sont aussi préjudiciables à l'intégration sociale. Il faut, si possible, réduire les effectifs militaires au Timor Oriental pour réduire le sentiment de contrainte dans l'implantation des programmes de développement. L'apathie et l'indifférence des populations face aux progrès montrent non seulement qu'il n'y a pas adaptation réciproque entre nous et les timorais, mais aussi et surtout, elles témoignent que le refus de notre présence augmente selon un processus naturel".**

Les risques de l'Ouverture.

Le 4 septembre 1990 le Diocèse de Dili fêtait ses 50 ans. Le Nonce Apostolique à Djakarta présida une messe en plein air à Dili. À la fin de la messe, eût lieu une nouvelle manifestation en faveur de l'indépendance et de nouvelles arrestations.

'L'ouverture' décidée par l'Indonésie pour répondre aux critiques internationales sur l'isolement du Timor Oriental comporte des risques si la population profite des visiteurs de marque pour manifester son rejet de l'occupant. Cela est d'autant plus grave pour l'Indonésie qu'elle discute depuis plusieurs années, avec le Portugal et sous les auspices de l'ONU, de la réalisation d'une visite de parlementaires portugais à Timor. Le Secrétaire Général Perez de Cuellar semble espérer que cette visite facilite une solution du problème. Réalisée sur l'invitation du Parlement indonésien, la visite semblait surtout servir les intérêts de l'Indonésie car elle serait présentée comme une reconnaissance de fait de la souveraineté indonésienne sur le Timor Oriental par le Portugal. Comme pour le voyage du Pape, cet avantage serait perdu si de fortes manifestations montraient que cette souveraineté indonésienne est rejettée par les timorais. Après ce qui s'est passé lors des visites du Pape, de l'ambassadeur des USA et du Nonce le Gouverneur de Timor, Mario Carrascalão, s'oppose à la réalisation de la visite: **"Les gens vont regarder ce moment comme leur dernière opportunité de manifester leurs sentiments. D'autres vont tenter de s'opposer à eux et les forces armées vont devoir les réprimer et nous aurons une nouvelle guerre civile"**

Les indonésiens ont décidé de passer à l'offensive pour éviter la répétition de ces manifestations.

Des provocations.

"Le 8 octobre, comme c'est l'habitude tous les lundis, les étudiants et fonctionnaires publics sont obligés d'assister à l'UCAPARA (le lever du drapeau indonésien) suivi d'un PENGARAHAN *(discours... de propagande)***".**

À l'école SMPN IV (école secondaire officielle nº 4) de Fatumeta à Dili, c'est l'inspecteur Bachtiar Gani qui préside ce jour-là à l'Ucapara et pronoce le Pengarahan. Entre

autres choses Bachtiar Gani dit qu'il ne voit aucune raison pour que la population du Timor Oriental veuille rechasser les indonésiens du Timor Oriental: **"Lorsque l'Indonésie est arrivée la population du Timor Oriental était très arriérée, elle se promenait nue, ne savait pas s'habiller et n'avait pas de savon pour se laver. Elle mangeait seulement du manioc et ne connaissait pas le riz, la population était très sotte (koblok). C'est l'Indonésie qui a dû tout leur enseigner, les diriger et pousser au développement: construction de routes et de maisons à étages, etc... L'Église catholique ne se conduit pas selon les enseignements du Christ** *(dit encore Bachtiar Gani)* **mais au contraire elle se guide selon l'idéologie marxiste-léniniste en conséquence de la domination du Fretilin, et c'est précisément cela que l'Indonésie est venue redresser".**

Les étudiants protestent et exigent des explications mais Bachtiar Gani se prépare à partir sans répondre. Les étudiants entourent la voiture et sont alors attaqués à coups de crosses et de pieds par de nombreux militaires indonésiens qui entouraient l'école. La présence d'un grand nombre de militaires du Bataillon 744 et de la Brimog commandés par le Koopskam (commandement des opérations militaires) fait penser que tout a été préparé et que l'intervention de Bachtiar Gani était une provocation. Les étudiants qui se sont montrés les plus ardents à protester sont arrêtés. Le rapport du Département d'État des USA sur les droits de l'homme dans le Monde, dit qu'un fonctionnaire indonésien a été démis de ses fonctions pour avoir provoqué les élèves d'une école: mais s'agissait-il d'une provocation individuelle?

Le 15 octobre c'est une autre école de Dili qui est visée: l'école secondaire catholique Paul VI (SMPK Paulus VI).

Ce lundi, lorsque les élèves se rendaient à l'école, ils virent sur le mur extérieur une inscription disant: 'Aba bila Tim-Tim merdeka, sisa sisa Suharto harus dihajuskan' (Lorsque Timor-Oriental sera indépendant, nous liquiderons les valets de Suharto).

Une demi-heure plus tard les Forces Armées et la police envahissaient l'école demandant aux élèves qui était l'auteur de cette inscription? Les élèves répondant qu'ils ne le savaient pas les militaires les menacèrent. Des jeunes-gens habitant à proximité firent remarquer qu'il n'était pas possible que l'inscription ait été faite par des élèves parce que, depuis le vendredi précédent la zone avait été sous surveillance constante des patrouilles (garnizun) et de l'Intelligence indonésienne, or la calligraphie bien dessinée de l'inscription montre que son auteur n'a pas eu peur; de plus le type de peinture semprot (spray) est coûteux.

Claudio Boavida osa suggérer que l'inscription avait été peinte par les indonésiens eux-mêmes ou leurs collaborateurs. Il en résulta des coups contre les étudiants puis une lutte générale. Claudio Boavida a disparu depuis lors. Le Gouverneur lui-même, M. Carrascalão, dira à l'Agence France Presse qu'il s'agissait d'une provocation.

Pendant plus d'un mois les arrestations se succèderont à un rythme accéléré, 40 selon le Département d'État, 45 seulement entre le 15 et le 22 octobre déclare France-Presse citant une source de l'Église à Timor. Nous avons obtenu l'identification de 115 personnes arrêtées à Dili durant le mois d'octobre.

Escadrons masqués.

Depuis plusieurs mois déjà des escadrons masqués, formés de civils et de militaires (ninjas) semaient la terreur à Dili s'attaquant de préférence aux jeunes-gens connus pour leur contestation du régime d'occupation, en particulier la nuit lorsqu'ils sont seuls ou en petits groupes. Le Gouverneur lui-même a reconnu que l'activité de ces groupes avait amené à un couvre-feu de fait, observé par la plus grande partie de la population de Dili. Il reconnaissait aussi que des militaires faisaient partie de ces escadrons. Après un sévère passage-à-tabac, les hommes masqués, qui se déplacent en voitures, emmènent généralement leurs victimes à un poste de police où continuent les mauvais traitements, ce qui montre bien le caractère semi-officiel des escadrons.

Les observateurs de la réalité indonésienne ne manquent pas de rapprocher ce cas de celui des escadrons qui ont liquidé quelques 3000 indonésiens à Djakarta dans les années 80 et dont le Président Suharto a reconnu dans son autobiographie qu'il avait lui-même autorisé cette activité.

Arrestations.

Certaines arrestations sont occasionnelles: un camion militaire qui patrouille la ville note la présence de 4 jeunes-gens à la porte de la délégation de la Croix-Rouge Internationale, ils sont aussitôt battus et emmenés. Mais la plupart du temps les militaires ou policiers possèdent des indications précises et capturent la personne recherchée dans les lieux où ils savent pouvoir la rencontrer: sa résidence et même parfois à l'école avec la collaboration de professeurs indonésiens.

Les résidences des personnes recherchées sont surveillées par l'armée et la police qui parfois entrent de force dans les maisons cassant le mobilier et menaçant les personnes présentes pour les amener à révéler où elles se cachent.

Quelques parents finissent par conduire leurs propres enfants à la police, les faisant parfois accompagner d'un fonctionnaire timorais de l'administration indonésienne dans l'espoir d'une certaine protection. France Presse citait, le 28 octobre, une source de l'armée indonésienne affirmant que l'armée avait lancé un appel aux parents à venir avec leurs enfants pour fournir **"des informations sur l'activité subversive dans les écoles".** Selon cette source **"Seulement 82 familles étaient venues 'volontairement'"**

Des apparences de légalité.

D'autres recoivent une convocation de la police ou de "l'Intelligence" indonésienne pour se présenter à un interrogatoire. Le formulaire donne à l'opération un certain air de légalité, il y est même précisé que la personne convoquée doit se présenter accompagnée d'un témoin dont la présence est requise pour légaliser une éventuelle condamnation.

Si l'on en croit les témoignages directs reçus, l'interrogatoire initial semble souvent s'achever par une invitation à collaborer avec l'Intelligence, dénoncer des collègues, surveiller des prêtres... presque toujours les coups ou la torture accompagnent interrogatoires et invitations à la collaboration. Il n'est pas possible d'affirmer que les personnes relâchées peu de jours après l'arrestation ont cédé aux coups et menaces, mais plusieurs ont témoigné avoir accepté ces propositions pour échapper aux mauvais traitements, bien qu'elles n'aient aucune intention d'accomplir ce qu'elles ont promis. Il est probable dans ce cas qu'elles seront de nouveau inquiétées. Un étudiant qui a pensé échapper à ce compromis en changeant de ville a été arrêté lorsque son bus arrivait à Manatuto.

Chercher refuge.

Un bon nombre des personnes convoquées ont peur de se présenter et se cachent ou cherchent refuge chez des prêtres ou chez de hauts fonctionnaires de l'administration indonésienne espérant y être à l'abri.

L'armée ne respecte que partiellement ces refuges:

La résidence paroissiale de Motael a été envahie le 11 novembre par des militaires et policiers en civil qui ont battu plusieurs des jeunes-gens qui s'y trouvaient et ont emmené l'un d'eux, Aleixo da Silva Gama. Seule l'intervention de prêtres et religieuses a mis fin aux coups et empêché l'enlèvement d'autres jeunes-gens.

Le 16 janvier c'est la résidence de Francisco Antônio Dias Ximenes, fonctionnaire public qui fut attaquée à 8 h 1/2 du matin. M. Ximenes, membre de l'Apodeti, est l'un des 37 timorais qui avaient signé l'acte d'intégration du Timor Oriental dans l'Indonésie en 1976. Environ 45 jeunes qui se sentent poursuivis avaient cherché refuge chez lui lorsque les militaires envahirent sa résidence cassant la porte. Francisco Ximenes et deux jeunes-gens furent arrêtés, les autres auraient réussi à s'enfuir.

D'autres étudiants réfugiés chez José Joanico dos Santos, membre du DPRD *(Conseil Législatif de District)* ont été emmenés le 22 octobre, par leur protecteur lui-même, aux services de l'Intelligence à SENOPATI I où ils ont été interrogés, l'un d'eux, Porfirio da Costa, y restant détenu.

La torture.

Les autorités indonésiennes nient toujours l'usage de la torture, les innombrables témoignages déjà fournis par des timorais, y compris devant la Commission des Droits de l'Homme à Genève, ne permettent pourtant de douter ni de sa réalité ni de son extension.

Des propositions de collaboration et dénonciation, les forces armées ou policières passent rapidement aux coups pour obtenir une réponse positive, et très souvent à la torture proprement dite. Les méthodes le plus fréquemment citées sont les chocs électriques, les brûlures de cigarettes, les coupures... Les coups (de poings, de pieds, de crosses...) appliqués systématiquement ne sont-ils pas eux-mêmes une forme de torture lorsque l'on sait qu'ils vont jusqu'à provoquer des fractures (bras, jambes, machoire...).

Des détenus gravement blessés sont parfois transportés à l'hôpital militaire où ils continuent sous détention et même avec les menottes.

Abilio Mesquita n'y a été opéré que 21 jours après les coups qui lui avaient cassé la machoire, et il a fallu pour cela que l'évêque paie l'opération.

Détentions.

"Les agences de Sécurité arrêtent des gens, y compris des étudiants et des intellectuels pour les intimider et les décourager d'activités prétenduement subversives. Les mécanismes légaux pour empêcher ces actes n'existent pas" dit le Rapport du Département d'État américain sur les droits de l'homme dans le Monde (1991). **"Les jeunes détenus pour avoir manifesté durant la visite du Pape en octobre 1989 n'ont été libérés qu'en janvier"** dit le même rapport. Par contre les détentions de longue durée semblent réduites à une dizaine de prisonniers purgeant des peines allant jusqu'à 17 ans de prison.

Dans de nombreux cas la détention est courte, entre un jour et un mois. Plusieurs jeunes-gens relâchés ont déclaré avoir promis de collaborer avec l'Intelligence indonésienne pour être remis en liberté. Amnesty International estime que arrestations, tortures et détentions de courte durée font partie d'un ensemble visant à terrifier la population et à empêcher qu'elle manifeste ses sentiments politiques.

Disparitions.

D'une façon générale la famille ignore où sont envoyées les personnes arrêtées, qui sont donc souvent considérées comme disparues. La plupart finissent par apparaître dans une prison ou sont remises en liberté. Des disparitions prolongées font penser que la personne arrêtée a pu être exécutée. Vu l'absence totale de garanties légales, les familles s'abstiennent de recourir aux autorités pour localiser des disparus par crainte d'être elles-mêmes sujettes à des représailles.

La situation hors de la capitale.

La plupart des informations reçues concernent des étudiants de Dili, le milieu le mieux préparé pour transmettre ces informations.

Hors de Dili la situation est mal connue, ce qui ne signifie absolument pas qu'elle soit meilleure. Un rapport du commandant de l'Intelligence indonésienne au Timor Oriental, le Major Gatot, daté de mars 1990, rapporte 27 cas d'exécutions sommaires attribués aux forces armées indonésiennes en 1989 (probablement afin de répondre à une demande d'information de la Croix-Rouge Internationale): toutes ont eu lieu hors de Dili.

Sur les violations survenues hors de Dili les éléments qui nous parviennent sont beaucoup plus limités et souvent moins précis. On peut citer quelques cas collectifs survenus durant les trois derniers mois de 1990.

- Octobre.
  - BAUCAU - Plusieurs personnes ont été arrêtées dans des circonstances non spécifiées, 16 sont identifiées, 8 d'entre-elles indiquées comme disparues, dont certaines emmenées à Dili.
  - AINARO - 41 personnes des villages de SORO et SURU-KRAIK sont arrêtées et torturées. Deux seulement sont identifiées. Les arrestations ont été réalisées parce que l'armée indonésienne a trouvé des photos d'habitants de ces villages avec des guérilleros de la résistance.
  - ERMERA - 5 personnes de la mission catholique (professeurs, catéchiste, employé) sont arrêtés et torturés.
  - MANATUTO - 3 personnes sont arrêtées et 21 se réfugient à la paroisse.
- Novembre - LIQUIÇA - 96 personnes auraient été torturées, seulement 14 d'entre-elles sont identifées parmi lesquelles des fonctionnaires publics timorais de haut rang dans l'administration indonésienne, par exemple M. Gregorio dos Santos, chef des Services d'Agriculture du District.

  Le Lieutenant-colonel Jeky et le capitaine Suwito auraient ensuite montré 53 drapeaux du Fretilin. Les personnes interrogées ayant affirmé qu'elles les gardaient comme 'souvenirs'.
- Décembre - MALIANA - Une opération du même genre a permis de récupérer des drapeaux, des enregistrements de Xanana Gusmão le leader de la résistance, et même deux vieilles 'mausers' du temps des portugais

  L'information signale que 400 personnes sont 'poursuivies' (sans préciser ce terme) et fournit les noms de 10 personnes arrêtées, torturées ou disparues.

La Paix est Possible au Timor Oriental
Groupe Oecuménique
Mars 1991